



Working Paper n°72

Série “Subjectivité/Subjectivation”

Mouvements sociaux au Mexique. Deux décennies après la transition

Geoffrey Pleyers y Manuel Garza Zepeda

Mai 2018

IACCHOS - Institute for Analysis of Change

In History and Contemporary Societies

Université Catholique de Louvain

www.uclouvain.be/cridis

Numéro ISSN : 2565-7852

CriDIS Working Papers - Un regard critique sur les sociétés contemporaines

Comment agir en sujets dans un monde globalisé et au sein d'institutions en changement ? Le CriDIS se construit sur la conviction que la recherche doit prendre aujourd'hui cette question à bras-le-corps. Il se donne pour projet d'articuler la tradition critique européenne et la prise en charge des questions relatives au développement des sujets et des sociétés dans un monde globalisé.

Les Working Papers du CriDIS ont pour objectif de refléter la vie et les débats du Centre de recherches interdisciplinaires « Démocratie, Institutions, Subjectivité » (CriDIS), de ses partenaires privilégiés au sein de l'UCL ainsi que des chercheurs associés et partenaires intellectuels de ce centre.

Responsables des Working Papers : *Geoffrey Pleyers et Nathalie Vanhumbeeck*

Numéro ISSN : 2565-7852

Les Working Papers sont disponibles sur le site www.uclouvain.be/cridis

Derniers numéros parus :

– 2018 –

71. **Transformations sociales, individus et démocratie. Le cas du Chili..** Kathya Araujo

70. **Ocupações de Escolas no Espírito Santo e interações com o sistema de justiça: a importância dos jogos de subjetivação na dinamização do protesto.** Cristiana Losekann

69. **Entre structure et action : perspectives historiques et possibilités méthodologiques de la sociologie des mouvements sociaux hier et aujourd'hui,** Gabriel Guerra

68. **Plebeian insurgencies in the Global South. A return of class struggle without classes?,** Ruy Braga

Série subjectivité/subjectivation 2016-2018

67. **Modes de subjectivation et postmarxisme,** Anders Fjeld

66. **La fabrique du sujet au cœur des politiques d'activations,** Abraham Franssen

55. **L'individualisation saisie par la subjectivation en Afrique sub-saharienne. Prolégomènes théoriques et notes**

provisoires, Gérard Amougou

53. **Vers une théorie du pâtir communicationnel. Sensibiliser Habermas,** Mathieu Berger

52. **Penser la violence avec Karl Polanyi. De l'autoréférentialité du marché à l'autoréférentialité de l'économie et de la politique,** Matthieu de Nanteuil

50. **Crise anthropologique ? Une interprétation critique du contexte anthropologique de notre temps,** Raúl Fornet-Betancourt

45. **La vulnérabilité : condition du sujet, obstacle pour l'acteur ?,** Geoffrey Pleyers

44. **Paysages humains. Clinique de l'oppression, avec Tosquelles et Fanon ,** Thomas Périlleux

Mouvements sociaux au Mexique. Deux décennies après la transition.

GEOFFREY PLEYERS Y MANUEL GARZA ZEPEDA

À PROPOS DU TEXTE

Ce texte est issu des échanges qui ont eu lieu lors des différents panels de présentation du livre « México en Movimientos. Resistencias y alternativas » qui ont été organisés à l'Université Nationale Autonome du Mexique et à l'Université Autonome Benito Juárez de Oaxaca.

À PROPOS DES AUTEURS

Geoffrey Pleyers est chercheur qualifié du FNRS au CriDIS et professeur de sociologie à l'UCL. Il est le coordinateur (avec Andreia Lemaître) du Groupe de Recherche Interdisciplinaire sur l'Amérique Latine à l'UCL et est chercheur associé à l'Instituto de Investigaciones Sociales de l'Université Nationale Autonome du Mexique.

Manuel Garza Zepeda est professeur à l'Institut de recherche sociologique, Universidad Autónoma Benito Juárez de Oaxaca

Mouvements sociaux au Mexique. Deux décennies après la transition.

GEOFFREY PLEYERS Y MANUEL GARZA ZEPEDA

Pour les analystes des mouvements sociaux, le 21^e siècle a commencé au Mexique, avec le soulèvement des indigènes rebelles zapatistes le 1^{er} janvier 1994, dans les montagnes du Chiapas. Leur combat a été une source d'inspiration pour de nombreuses luttes de par le monde. Dans les années qui ont suivi, la société civile mexicaine a été très mobilisée autour de ce qu'on a appelé la « transition démocratique ». Après plus de sept décennies de pouvoir du parti-état dans un régime semi-autoritaire, le Parti de la Révolution Institutionnelle (PRI), des candidats d'autres partis ont remporté les élections pour la mairie de la ville de Mexico en 1997 puis la présidence de la République en 2000. Entre 1994, année du soulèvement zapatiste, et l'élection présidentielle de 2000, la société civile mexicaine a connu une grande effervescence (Zermeno, 1999 ; Olvera, 2003). Le pays semblait alors entamer une période de profondes transformations démocratiques. Les attentes des citoyens étaient immenses.

Deux décennies plus tard, ces espoirs ont en grande partie disparu. Le PRI a retrouvé la présidence de la République en 2012, le pays souffre de la violence du crime organisé et des violations constantes des droits humains par l'armée. 43,6% de la population mexicaine (54,3 millions de personnes) vit sous le seuil de pauvreté, selon les statistiques gouvernementales¹. L'accès à la santé est compliqué pour la plupart de la population et l'écart entre les pauvres et les riches ne cessent de croître. Dans le même temps, la corruption est chaque jour plus flagrante et ne semble épargner aucune institution et aucun niveau de pouvoir. Alors que le gouvernement annonce des coupes budgétaires généralisées, particulièrement dans les domaines de l'éducation, des sciences, de la santé et des services sociaux, l'institut National Electoral (INE), responsable de l'organisation des élections, a annoncé un budget historique de plus d'un milliard d'euros (24 milliards de pesos) pour le financement des partis politiques et l'organisation des élections du premier juillet 2018.

Qu'est devenue la « transition démocratique » et les espoirs qu'elle avait suscités ? Qu'est-il arrivé à toute cette énergie sociale réveillée par les zapatistes ? Où est passée la réaction des citoyens qui se sont si souvent mobilisés contre les injustices et l'impunité ?

La solidarité citoyenne après le séisme du 19 septembre

A Mexico, la journée du 19 septembre 2017 a commencé comme chaque année par une commémoration du séisme du 19 septembre 1985, qui a fait plus de 10.000 victimes dans la

¹ https://coneval.org.mx/Medicion/MP/Paginas/Pobreza_2016.aspx

ville et a profondément touché ceux qui l'ont vécu. 32 ans plus tard, jour pour jour, un nouveau séisme de 7,1 sur l'échelle de Richter semait une nouvelle fois la panique dans le centre du pays et dans la capitale de 21 millions d'habitants. 44 immeubles se sont effondrés à Mexico, et bien d'autres dans les Etats voisins. A l'heure où j'écris, on compte 224 victimes. Un chiffre qui devrait grimper lorsque le jour reviendra sur la capitale mexicaine, où les secours s'activent toute la nuit à la recherche de rescapés dans les immeubles effondrés.

Comme le 19 septembre 1985, les habitants de la capitale se sont immédiatement et massivement mobilisés pour rechercher des survivants. Les chaines humaines se sont immédiatement mises en place pour déblayer les gravats, des habitants apportent de l'eau, du café, des couvertures, du matériel. Comme en 1985, les étudiants s'organisent en « brigades » qui se répartissent dans les lieux où les secours sont moins nombreux. L'esprit de solidarité, d'organisation autonome et de mobilisation citoyenne est de retour dans la capitale autour des décombres.

32 ans plus tard, les citoyens disposent d'un outil majeur pour s'organiser et se coordonner : les réseaux sociaux, dont les Mexicains sont particulièrement friands. Le 19 septembre à 17h, quatre des cinq principales tendances mondiales de Twitter concernait le séisme au Mexique. Par ses migrants comme par la globalisation des médias et la massification du tourisme, le Mexique est plus global qu'il y a 32 ans. Sur place, c'est par des « textos » que les élèves signalent leur présence dans l'école primaire effondrée dans la ville de Mexico. De nombreuses applications voient le jour pour signaler que tout va bien ou pour organiser les secours. Les réseaux sociaux servent surtout à organiser des flux de solidarité.

« On a besoin d'eau, de gants et de bâtons à tel endroit », « Si vous êtes dans les zones affectées, ouvrez vos réseaux WiFi pour que des personnes dans les décombres ou les secouristes puissent les utiliser », « La nuit tombe et nous avons encore besoin de mains pour différents immeubles effondrés. Nous avons besoin de lampes, de matériel comme des marteaux et des sceaux. Merci de diffuser le message. Nous travaillerons toute la nuit pour sauver le maximum de personnes des décombres #Terremoto #19DeSeptiembre #CDMX». « Ne venez plus nous aider autour de cette école. Il y a trop de monde maintenant ». « Seuls les motos et les vélos peuvent encore accéder à l'hôpital de Polanco, qui est débordé. ». « Rejoignez-nous à la Brigade Féministe qui remplacera demain matin les compagnes à 10h devant l'usine textile où une centaine de travailleuses sont sous les décombres ».

Des journalistes montrent le travail de la police et des 1300 militaires qui déblaient les gravats. Mais sur les réseaux sociaux, derrière la célébration de la solidarité citoyenne, une critique de l'Etat pointe dans de nombreux messages. « Je rentre du quartier de Portales y Valle. Le nombre de personnes de la société civile mobilisées est impressionnant. Un

déploiement massif de la solidarité et de l'empathie. Des familles et de jeunes distribuent des vivres. Les policiers et les militaires ne sont actifs qu'à la marge, presque absents »

En 1985, l'organisation autonome des citoyens contrastait avec l'incapacité du régime semi-autoritaire du parti-Etat à gérer la catastrophe. Le PRI y avait perdu toute légitimité et les citoyens étaient devenus conscients de leur capacité à s'auto-organiser. Cela avait créé un espace et une énergie nouvelle. Des centaines d'associations civiques avaient émergé de cet élan et les sociologues et historiens y voient le début d'une longue phase de démocratisation qui a abouti en 2000 à la fin de 71 années de pouvoir du parti-état, le PRI... qui est de retour à la présidence depuis 2012.

Verra-t-on un processus similaire en 2017 ? L'action, l'organisation citoyenne et la solidarité pour venir en aide à leurs compatriotes sauront-elles impulser un nouvel élan capable de dépasser le sentiment d'impuissance et de résignation des Mexicains face à la corruption de l'Etat et à l'impunité ? La journaliste engagée Carmen Aristegui veut y croire « Ce tremblement de terre nous a secoué, pas seulement physiquement mais aussi mentalement et quelque chose est en train d'en sortir » commentait-elle dans l'après-midi du 19 septembre.

Les défis de la citoyenneté sont bien différents aujourd'hui. En 1985, les Mexicains identifiaient clairement l'adversaire qui était à la racine de leur problème (le parti-état au pouvoir depuis 1929) et la voie pour en sortir (une transition démocratique). Aujourd'hui, la méfiance face à l'état et la rancœur face au pouvoir corrompu sont tout aussi grandes, mais elles s'accompagnent d'une profonde désillusion à l'égard du processus de transition démocratique qui est resté très institutionnel, n'a pas modifié en profondeur le fonctionnement de l'Etat et s'est accompagné de politiques néolibérales qui ont accru les inégalités. Les fraudes lors de plusieurs élections montrent que la démocratie institutionnelle est loin d'être achevée et une série de scandales ont révélé que les montants des détournements de fonds publics par des gouverneurs de différents dépassent l'entendement. Aussi, Alejandro Solalinde, l'une des principales figures de la résistance face à la violence, tweetait « Comme en 1985, la solidarité citoyenne et ne rien attendre de l'Etat ». Sur les réseaux sociaux, on veut y croire : « Le Mexique est de retour » ; « Aujourd'hui, comme il y a 32 ans, le peuple du Mexique s'est uni au-delà de toutes les couleurs politiques pour mettre en action la solidarité » « Après les ténèbres, la lumière... et de la tragédie est ressorti le Mexique que nous sommes aussi : le Mexique de la solidarité et de la compassion. »

D'autant que l'Etat mexicain est bien moins puissant qu'en 1985. Il s'est montré incapable de mettre un terme à la corruption des élites politiques et à la vague de violence. Depuis fin 2006, l'armée a été déployée dans le pays pour venir à bout de cette violence mais elle en est souvent devenue un acteur, à travers de nombreuses exécutions extrajudiciaires ou des

collusions attestées de régiments avec différents cartels. Les ONG internationales montrent que c'est dans un camp militaire qu'ont probablement disparu les 43 étudiants de l'école normale rurale d'Ayotzinapa le 26 septembre 2014. Le problème de la violence dépasse les seuls cartels. Le climat d'impunité est tel que les assassinats de journalistes se sont multipliés et qu'une vague de féminicide affecte aujourd'hui la plupart des régions du Mexique sans que l'Etat ne se mobilise. Ses capacités d'interventions dans certaines zones sont de toute façon limitées, puisque les cartels de la drogue contrôlent des pans entiers de l'économie. Qui que soit le vainqueur des élections présidentielles de 2018, il (ou elle ?) ne pourra en venir à bout à partir du seul gouvernement fédéral. Les citoyens devront y jouer un rôle central dans un contexte difficile.

Une société civile apathique ?

La mobilisation citoyenne et populaire fut toutefois de courte durée. Quelques mois plus tard, il n'en restait que peu de traces dans la ville de Mexico. L'aide du gouvernement s'est fait attendre dans les régions les plus affectées par le tremblement de terre et des cas de détournements de l'aide par des fonctionnaires et élus locaux ont fait scandale. Dès le début de l'année 2018, toute l'arène médiatique semble désormais occupée la campagne électorale, la violence et parfois quelques inquiétudes suite à un Tweet de Donald Trump ou aux négociations en cours de l'Accord de libre-échange qui lie depuis 1994 le Mexique aux Etats-Unis et au Canada.

Le pays semble de nouveau dominé par l'apathie et le conformisme. On ne voit plus guère de grandes mobilisations telles que celles qui avaient marqué les années 2000 et même le cas de la disparition irrésolue de 43 étudiants d'Ayotzinapa en 2014 ne parvient plus guère à mobiliser plus de quelques milliers de personnes à Mexico.

Dans le livre « Le Mexique en mouvement. Résistances et alternatives », nous avons voulu montrer un panorama bien différent. Au fil des brefs chapitres qui se succèdent, les sociologues, anthropologues et journalistes mexicains nous montrent l'énergie et la créativité d'acteurs sociaux dans 14 Etats de la

République mexicaine, mais aussi des obstacles auxquels ils font face. Au centre et au Sud du pays, un nombre croissant de villages et de communautés s'organisent de manière autonome, s'appuyant souvent sur des groupes d'auto-défense. Les paysans et les citoyens s'organisent pour défendre leur environnement et leur mode de vie face aux projets d'infrastructures et aux compagnies minières. En milieux urbains comme au Chiapas, le Mexique connaît un renouveau des mouvements féministes. Malgré les risques, des familles s'organisent pour retrouver les disparus. Et au milieu du chaos naissent des résistances et des alternatives. John Holloway (2010), qui signe la préface de ce livre, explique la situation

à l'aide d'une métaphore : le pays est un vrai volcan, dont la beauté et la froideur de la neige extérieure qui le surplombe cache une réalité bouillante de rejets, de colère et de recherche d'alternatives, une instabilité qui menace à chaque instant d'exploser.

Cependant, ce serait une erreur de chercher les mouvements et acteurs sociaux dans les mêmes formes qu'ils avaient 20 ans auparavant, à l'époque de ce qu'on appelait la « transition démocratique » (Olvera, 1998 ; Bizberg, 2010). Le panorama dans lequel surgissent les résistances actuelles est bien très différent, et il en va de même pour les acteurs sociaux. Ces différences nous obligent à rechercher dans d'autres espaces la présence de ce qui est en mouvement.

Les 16 chapitres de cet ouvrage font apparaître en filigrane des évolutions fondamentales de deux ordres expliquent les transformations des mobilisations et des espoirs de la société civile mexicaine : des transformations structurelles du pays et l'évolution des horizons émancipateurs.

Des transformations structurelles

Cette dernière décennie au Mexique, la violence a explosé et est devenue structurelle, comme l'explique Mario Constantino dans sa contribution. Elle s'est enracinée dans tous les secteurs de l'économie et de la vie publique, jusque dans l'Etat et ses institutions. Le journalisme, la défense des droits humains et l'activisme sont devenus des activités extrêmement risquées. La disparition de 43 étudiants de l'Ecole Normale Rurale d'Ayotzinapa, dans l'Etat de Guerrero (sud-ouest), illustre l'apogée d'un processus de criminalisation de la lutte sociale et en particulier des jeunes et des étudiants dans le pays, au point qu'est apparu le terme de « juvénicide ».

De nombreuses initiatives et groupes citoyens se sont organisés face à la violence, que ce soit pour créer des groupes d'autodéfense (chapitre de Raúl Ornelas) ou à la recherche des disparus (Luis Lopez). Ce n'est cependant plus un secteur de la société civile mexicaine qui doit faire face à la violence mais, d'une manière ou d'une autre, tous les acteurs sociaux qui s'organisent au Mexique doivent affronter cette violence, que ce soit celle des cartels, la destruction de leur communauté, la répression de l'Etat ou les disparitions d'activistes. A quelques exceptions près, telles que le Mouvement pour la Paix dans la Justice et la Dignité et les manifestations qui ont suivi la disparition des 43 étudiants d'Ayotzinapa, la majorité de ces résistances contre la violence s'organisent au niveau local, dans un climat de grande défiance envers l'Etat. C'est dans ce cadre-là qu'ont surgi les groupes d'auto-défense ainsi que les communautés qui s'organisent de manière autonomes face aux cartels et à l'Etat.

Ce contexte de violence généralisée se voit renforcé par une emprise croissante de l'accaparement des terres et des ressources naturelles par des entreprises transnationales,

que les chercheurs latino-américains nomment « les entreprises extractivistes »². Le mouvement de la communauté de Cherán a commencé comme une action de défense de la forêt municipale qui était sur le point d'être détruite par un cartel en 2012 (chapitre de A. Gonzalez et V. Zerturche). Six ans plus tard, elle est devenue une lutte emblématique. D'autres communautés résistent à l'implantation d'un aéroport, d'autoroutes, de barrages ou à la privatisation de l'eau. Ces mobilisations locales montrent la force du lien communautaire qui continue de caractériser certaines zones du Mexique et de mener des résistances qui sont ancrées localement mais affrontent tout un complexe « extractiviste » qui occupe une place de plus centrale dans l'économie néolibérale mexicaine et internationale (chapitre de Victor Toledo). Les relations entre les habitants de la communauté se renouvellent et se reconfigurent. Les acteurs expérimentent de nouveaux modes d'organisation qui consistent non seulement à s'opposer aux projets « extractivistes » mais implique aussi la construction d'alternatives dans le quotidien.

Au cours des deux dernières décennies, le Mexique est devenu l'un des pays les plus connectés et les plus friands de réseaux sociaux. L'irruption d'internet et des réseaux sociaux a favorisé des changements à la fois dans la culture et dans l'organisation de nombreux mouvements. Les réseaux sociaux permettent la mise en place d'organisations interpersonnelles et collectives plus flexibles. Ils ouvrent aussi de nouveaux canaux d'information et de communication entre citoyens. Il faut néanmoins reconnaître les limites de ces possibilités nouvelles. Cependant, l'accès à internet ne doit pas donner l'illusion d'une résolution des problèmes liés à la désinformation. Les principales chaînes de télévision jouissent toujours d'une influence très forte dans l'opinion publique et les gouvernements et partis politiques investissent des millions pour vendre leurs politiques. Les enjeux sont tels que la « bataille de l'information » est devenue une véritable guerre : 35 journalistes mexicains ont été assassinés en 2016 et 2017.

Repenser les horizons de l'émancipation

Si on les compare aux acteurs des décennies antérieures, l'une des transformations qui a le plus affecté les mouvements sociaux au Mexique est la perte d'un horizon démocratique et la remise en question des horizons émancipateurs. Il y a 20 ans, l'idée d'une « transition démocratique » et l'alternance politique ont généré bien des espoirs et ont ouvert des horizons politiques, économiques et sociaux. Des progrès substantiels étaient attendus en matière de réduction de la pauvreté et de la corruption et en matière de respect des droits humains. Dix-huit ans après l'alternance électorale, ces espoirs sont devenus des illusions. L'arrivée d'un candidat à la présidence arborant comme principe central l'honnêteté et le combat contre la corruption pourrait améliorer la situation, mais qui peut encore penser qu'un président pourra résoudre les problèmes structurels qui gangrènent le pays ?

² Svampa M. (2016) a lutte contre l'extractivisme et la défense des biens communs, In : JL Laville, G Pleyers, E Bucolo & JL Coraggio dir. « Mouvements sociaux et économie solidaire », Paris : Desclée de Brouwer, p. 35-50.

Un nombre croissant de mexicains ne voit plus l'Etat comme une solution mais comme faisant partie des problèmes. Nombre de gouvernements locaux agissent de connivence avec les cartels et les exactions des militaires semblent davantage contribuer à la violence et au climat d'impunité qu'elles ne les affrontent.

Les expériences décrites dans ce livre nous montrent des citoyens qui continuent de demander à l'état de les protéger mais qui prennent surtout des mesures pour se défendre à la fois contre les cartels et contre les représentants de l'état. De nombreux mouvements et résistances se sont construits dans la recherche de solutions au niveau local plus que sur l'idée d'un changement national. Ils ont souvent réussi à offrir à leurs membres une vie digne et plus sûre. Pourtant, et sans nier son ampleur, ce modèle de l'émancipation centré sur la construction d'une autonomie locale, notamment incarné par le zapatisme, est aujourd'hui questionné. Il est de plus en plus difficile de résister à la violence, aux multinationales et à la répression uniquement au niveau local. La lutte contre la collusion entre les élus locaux et les cartels, l'impunité des militaires et les assassinats de journalistes ne peut être gagnée uniquement par les acteurs locaux. L'un des défis qui se pose à ces acteurs est donc de trouver des manières de dépasser le niveau local et de générer des transformations au niveau des états et du pays, sans tomber dans les travers de l'institutionnalisation et de l'intégration au système.

Les mouvements qui surgissent actuellement ne se basent pas sur un grand agenda politico-institutionnel, mais sur ce qu'est devenu leur vie quotidienne : la violence et les agressions contre les femmes, la recherche de proches disparus pour laquelle ils ne peuvent compter sur aucun appui de l'Etat, la destruction d'une forêt à Cherán, la dévastation écologique causée par une entreprise minière, l'augmentation du prix de l'essence, le manque de ressources pour étudier et enseigner dans des conditions décentes. Ce serait une erreur d'opposer ces mobilisations de défense de questions locales ou personnelles à la défense d'un intérêt général « plus élevé ». Quand les parents des 43 disparus d'Ayotzinapa demandent la vérité et la justice pour leurs enfants, ils luttent contre un système qui facilite la violence et garantit l'impunité. Quand les acteurs protègent une forêt ou défendent une communauté, ils résistent à tout un modèle économique (Toledo, 2016) et démontrent qu'un autre Mexique est encore debout.

Bibliographie

- Bizberg I. (2010) La democracia vacía, In: Bizberg I., Zapata F. "Movimientos sociales", México: Colegio de México.
- Bizberg I., Zapata F. eds (2010) Movimientos Sociales, México: El Colegio de México.
- Garza, M. (2016). *Insurrección, fiesta y construcción de otro mundo en las luchas de la APPO*. Ciudad de México: Juan Pablo Editores.
- Holloway J. (2002) Cambiar el mundo sin tomar el poder, Buenos Aires: Herramientas.
- Holloway, John (2010). "Teoría volcánica". En J. Holloway, F. Matamoros y S. Tischler (eds), *Pensar a contrapelo. Movimientos sociales y reflexión crítica*. Buenos Aires: Herramienta.
- Mestries F., Pleyers G., Zermeño S. eds (2009) Movimientos sociales. De lo local a lo global, México: Anthropos.
- Olvera A. (2003) Sociedad Civil, Espacios Públicos y Democratización en América Latina, México, Fondo de Cultura Económica
- Ornelas R. ed. (2013) Crisis civilizatoria y superación del capitalismo, Mexico: Siglo XXI.
- Pleyers G. (2010) "Actores del altermundialismo en México", In: "Movimientos sociales", Bizberg I. & Zapata F. eds., Mexico: El Colegio de México., p. 361-395.
- Pleyers G. (2011) "Le réinvestissement de l'espace local par les mouvements mexicains", *Cahiers des Amériques latines* 66, (2011-2), p. 39-55.
- Pleyers G., Garza Zepeda M. eds. (2017) "México en movimientos. Resistencias y alternativas", *México: Porrúa*.
- Toledo V. (2015) Ecocido en México, Mexico: Grijalbo.
- Zermeño S. (1999) "El pensamiento social y los actores colectivos en el fin de siglo mexicano", en Durand, Jorge (coord.). "Movimientos Sociales, desafíos teóricos y metodológicos", Guadalajara: Universidad de Guadalajara, p. 91-109.